



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

**DREAL-UD69-HD
DDPP-SPE-OG**

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2023-75
portant mise en demeure
de la société OXYANE (ex Terre d'alliances)
à Villefranche-sur-Saône**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la demande d'autorisation présentée le 19 décembre 2011, complétée le 5 avril 2012, par la coopérative agricole Terre d'alliances en vue d'exploiter deux silos verticaux supplémentaires dans son établissement situé en Zone Industrielle et Portuaire de Villefranche-sur-Saône ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2013 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société OXYANE dans son établissement situé en Zone Industrielle et Portuaire de Villefranche-sur-Saône ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 3 février 2023 transmis à l'exploitant par courrier du 24 février 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT l'inspection du 19 janvier 2023 et les non-conformités constatées ;

CONSIDÉRANT que les installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 mai 2013 modifié doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les eaux de toitures ne sont pas collectées ni séparées des eaux pluviales de voiries ;

CONSIDÉRANT, de ce fait, que les rejets d'eaux pluviales en Saône de la société OXYANE (ex Terre d'Alliances) située en zone industrielle et portuaire à Villefranche-sur-Saône sont susceptibles d'être polluées et de porter atteinte à la qualité des eaux de la Saône ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société OXYANE (ex Terre d'Alliances) située en zone industrielle et portuaire à Villefranche-sur-Saône est mise en demeure, dans un délai de 3-mois de :

- respecter les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2013 modifié qui précisent que les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ;
- respecter les dispositions de l'article 4.3.1 et 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2013 modifié.

Le délai court à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois .

Pour l'exploitant, ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision lui est notifiée. Pour les tiers, ce délai commence à courir à compter de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 5

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée ;

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de Villefranche-sur-Saône ;
- à l'exploitant.

Lyon, le

11 AVR. 2023

La Préfète

**Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint**
Julien PERROUDON

